

UN NOUVEAU MODÈLE ?

# Bolivie : Le retour de l'État

Evo Morales, président de Bolivie, a été réélu pour la troisième fois le 12 octobre dernier. L'évènement n'a guère été commenté. La réussite d'un modèle démocratique, différent de celui, libéral, dans lequel s'est engagé l'Europe, serait-elle pour quelque chose dans cette réserve de la plupart des médias occidentaux ?



© Eneas De Troya

**EVO.**  
Neuf ans à la tête de l'État et toujours populaire.

**A**u lendemain des élections, une déferlante de drapeaux aux couleurs du MAS, *le Mouvement vers le socialisme*, témoigne de la joie populaire. « *Il est des nôtres* », disent les Boliviens. Evo Morales, premier président syndicaliste et indigène de Bolivie, a réussi à intégrer dans la vie politique et sociale des populations qui en étaient exclues. Il leur apporte la stabilité, chose extraordinaire pour cet État qui a subi

quelque 160 coups d'État depuis sa création en 1825 !

La Bolivie n'est devenue un État démocratique, en 1983, qu'après des décennies de dictatures militaires. Des élections sont organisées, la presse est libre. Mais le pays va connaître une période de libéralisme sauvage. Les entreprises publiques sont reprises par des multinationales qui, au début des années 90, contrôlent 35 % du PIB et bénéficient

d'un impôt parmi les plus bas au monde.

Le rôle économique et social de l'État est réduit à sa plus simple expression. Le droit au travail, au logement, à la santé, à l'éducation... sont des droits fondamentaux que n'ont pu garantir un pouvoir néolibéral basé sur la libre concurrence et la puissance du marché. Il ne suffit donc pas d'instaurer la liberté de presse et la liberté de vote pour devenir une vraie démocratie !

« **EVO TIENT SES PROMESSES** »

Après vingt ans de ce régime, la situation de la population est catastrophique. Le pays est le deuxième pays le plus pauvre d'Amérique latine et le plus inégalitaire après Haïti. C'est pourtant, dans ce contexte désespérant, que les mouvements sociaux s'organisent. À partir de l'an 2000, ils mènent la guerre de l'eau, puis celle du gaz. Ils refusent un modèle économique qui ruine le peuple et détourne les richesses. Evo Morales est élu en janvier 2006 pour la première fois. Peu croient en ses chances.

Aujourd'hui, Evo Morales est toujours aussi populaire. « *Evo tient ses promesses* » clament ses partisans. Il a cassé les préjugés. Il a prouvé que les Indiens pouvaient gérer le pays, contrairement à ceux qui leur déniaient cette capacité. Il a aussi

montré qu'un parti de gauche peut conduire des politiques de juste redistribution des richesses sans mettre en danger l'économie du pays.

« *Il s'agit d'un bilan singulier pour un pays de dix millions d'habitants qui jusque-là était connu comme le plus pauvre d'Amérique du Sud. Evo Morales a été élu en 2005 pour mettre un coup d'arrêt à l'application des politiques néolibérales du FMI et de la Banque mondiale et pour mettre en place des politiques sociales de réduction des inégalités et de la pauvreté. Son bilan social est indéniablement une réussite* », commente Christophe Ventura, chercheur associé à l'IRIS (Institut français de relations internationales et stratégiques). En huit ans, le PIB a été multiplié par trois et le taux d'extrême pauvreté est passé de 38 % à 21 % en 2012. La loi de nationalisa-

tion de 2006, conjuguée à une hausse du prix des matières premières (pétrole, gaz, étain), a permis à l'État d'augmenter les dépenses publiques au profit des plus pauvres.

**ENJEUX ET CONTESTATIONS**

À la tête d'un pays très riche, le président Morales espère que la Bolivie devienne le « *cœur énergétique d'Amérique du Sud* ». Mais le modèle de développement défendu par Evo Morales permettra-t-il de réduire sa dépendance aux marchés internatio-

naux ? La question écologique sera-t-elle prioritaire face aux exigences de redistribution économique et sociale ? La Justice bolivienne est-elle vraiment indépendante du pouvoir exécutif ? Le président saura-t-il préparer l'avenir et consolider les acquis démocratiques ?

Après neuf années de pouvoir, la popularité d'Evo Morales n'a pas baissé, mais la contestation reste forte dans des régions qui sont aussi le cœur économique du pays. Des mouvements indiens ont critiqué sa gestion « productiviste » des ressources naturelles de leurs régions. La Justice bolivienne n'est-elle pas trop souvent soumise au pouvoir exécutif ? Enfin, il reste toujours à régler ce très ancien conflit maritime, déterminant pour l'avenir de la Bolivie, qui l'oppose au Chili depuis la guerre du Pacifique (1879-1883) et qui la prive d'un accès à la mer.

**Christian VAN ROMPAEY**

Pour aller plus loin : IRIS (Institut français de relations internationales et stratégiques) ; CETRI (Centre tricontinental, Louvain-la-Neuve (Belgique) ; Monde Diplomatique.

**Morales a prouvé que les Indiens sont capables de gérer le pays et qu'un parti de gauche peut conduire des politiques de juste redistribution des richesses sans mettre en danger l'économie.**

**LE PAPE FRANÇOIS :****« LES PAUVRES NE SE CONTENTENT PLUS DE SUBIR LES INJUSTICES »**

Il n'est pas fréquent que le pape convoque au Saint-Siège une Rencontre mondiale des mouvements populaires, des organisations d'exclus et de personnes marginalisées des cinq continents et de toutes origines ethniques et religieuses... C'est pourtant ce qui s'est passé le 28 octobre dernier au Vatican. Dans son discours, le Pape constate que « *les pauvres ne se contentent plus de subir les injustices, mais ils luttent contre leur sort* ». Il dit « *les accompagner dans cette lutte* » espérant « *que le vent de cette protestation deviendra un orage d'espérance* ».

« *Certains, quand je demande pour les pauvres de la terre, un toit et un travail, disent que 'le Pape est communiste' ! Ils ne comprennent pas que la solidarité avec les pauvres est la base même des Évangiles.* »

Présent à cette rencontre, Evo Morales a pris la parole : « *Le capitalisme, qui fait commerce de tout, a créé une civilisation du gaspillage.* » Il faut, dit-il, « *refonder la démocratie et la politique, parce que la démocratie c'est le gouvernement du peuple et non pas celui du capital et des banques* ». Il met aussi l'accent sur « *le respect nécessaire de la Terre mère* » et « *la mobilisation indispensable contre la privatisation des services publics.* »

CVR

**FAITS**

**Éditions FUSION.** Les mai-  
sions d'éditions  
belges Fidélité, Lumen Vitae  
et Lessius ont fusionné pour  
constituer les Éditions jésuites.  
Basée à Namur, la nouvelle so-  
ciété occupe dix-sept salariés.

**SANS-ABRI.** Pour ai-  
der les SDF, nombreux  
autour de la place



Saint-Pierre, le Vatican va in-  
staller trois douches publiques  
qu'il mettra à leur disposition.



**D'ÂGE EN ÂGE.** Tel  
est le thème qu'étu-  
dient en cette année 2014-2015  
les équipes du mouvement  
Agir en Chrétiens informés.

ACi, rue du Marteau, 19, 1000 Bruxelles.  
[www.aci-org.net](http://www.aci-org.net)



Organisé par  
la revue de  
spiritualité *Rive Dieu* et une  
équipe élargie, la deuxième  
édition de ce forum chrétien et  
citoyen a réuni en octobre, à Na-  
mur, deux mille personnes ma-  
joritairement d'un certain âge.  
À côté des temps de prière et  
célébration finale, concert Gos-  
pel, conférences d'invités d'ori-  
gines diverses, ateliers et stands  
d'organisations ont montré une  
diversité à l'aune du thème Dia-  
logue et Espérance.



**DÉCÈS.** Jacques Ver-  
meulen, prêtre et  
théologien bruxellois  
très apprécié, est décédé en  
novembre à l'âge de 71 ans.  
Françoise Cassiers, religieuse  
du Sacré-Cœur de Jésus, a dis-  
paru le 17 novembre à l'âge de  
80 ans. Chroniqueuse un  
temps à *L'appel* dans les an-  
nées 2000, son humanisme  
chrétien, sa bienveillance sou-  
riante, son radicalisme évan-  
gélisme étaient remarquables.



**FAILLITE.** Le diocèse  
de Saint Paul et Min-  
neapolis, aux États-  
Unis, pourrait faire aveu de  
faillite suite aux exigences  
financières exprimées par les  
victimes d'abus sexuels de la  
part de prêtres catholiques.